

7° transmettre annuellement à l'Agentschap voor Landbouw en Visserij, avant le 31 mai de l'année suivant l'année de récolte en question, les informations suivantes par Etat membre où le tabac a été produit :

a) par groupe de variétés, les quantités de tabac brut de qualité minimum effectivement livrées, exprimées en tonnes, avant que le poids ne soit adapté sur la base de la teneur en eau;

b) par groupe de variétés, le prix moyen payé par l'entreprise de première transformation, exprimé en euros par kilogramme, taxes et autres redevances non comprises;

8° transmettre annuellement à l'Agentschap voor Landbouw en Visserij, avant le 30 juin de l'année suivant l'année de récolte en question, les informations sur le mouvement des stocks, exprimés en tonnes, tels que stipulés à l'annexe III du Règlement (CE) n° 2095/2005.

**Art. 4.** Conformément à l'article 171<sup>quater ter</sup>, 2, du Règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004, le Ministre retire l'agrément d'une entreprise de première transformation si celle-ci ne répond plus aux conditions d'agrément.

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Bruxelles, le 15 septembre 2006.

Y. LETERME

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 4258

[2006/203168]

**14 JUILLET 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création du Conseil général des politiques culturelles et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 avril 2001 portant création de l'Observatoire des Politiques culturelles**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 87, §§ 1<sup>er</sup> et 2 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 10 mars 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 21 mars 2006;

Sur proposition de la Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse

Après délibération du Gouvernement,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 avril 2001 portant création de l'Observatoire des Politiques culturelles est complété comme suit :

« 5° le Conseil : le Conseil général des politiques culturelles institué par les articles 21/3 et suivants;

6° Les politiques culturelles : les politiques relatives aux matières culturelles au sens large et à l'enseignement artistique »

**Art. 2.** L'article 3, 1°, a), de l'arrêté du Gouvernement du 26 avril 2001 créant l'Observatoire des politiques culturelles est modifié de la manière suivante :

« a) des politiques culturelles ».

**Art. 3.** A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement du 26 avril 2001 créant l'Observatoire des politiques culturelles il est ajouté un point 6° rédigé comme suit : « d'assurer le secrétariat du Conseil général des politiques culturelles ».

**Art. 4.** Il est inséré un nouvel article 21/2 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 avril 2001 portant création de l'Observatoire des Politiques culturelles, libellé comme suit :

« Article 21/2. — Le Comité d'accompagnement se réunit au moins une fois par an avec le Conseil pour proposer les orientations générales des travaux de l'Observatoire.

Le Comité d'accompagnement reste compétent pour fixer ces orientations. »

**Art. 5.** Il est inséré un chapitre III à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 avril 2001 portant création de l'Observatoire des Politiques culturelles libellé comme suit :

« CHAPITRE III. — *Le Conseil général des politiques culturelles, missions, composition et fonctionnement*

*Section 1<sup>re</sup>.* — Le Conseil général des politiques culturelles

Article 21/3. — Il est institué, un Conseil général des politiques culturelles au sein de l'Observatoire des Politiques Culturelles.

*Section 2. — Missions*

Article 21/4. — Le Conseil a pour missions :

1° de produire des analyses, propositions et recommandations à propos de :

— La prospective en matière de politiques culturelles et de dimensions culturelles des politiques publiques, à tous niveaux de pouvoir;

— La cohérence et la pertinence des politiques culturelles au sein de la politique globale de la Communauté française;

— La cohérence et la pertinence des dimensions culturelles des politiques publiques déployées dans les Régions wallonne et de Bruxelles-Capitale.;

— La coopération culturelle avec les autres Communautés ainsi qu'avec l'autorité Fédérale.

Les représentants d'autres niveaux de pouvoir ne pourront saisir le Conseil général que sur des questions inhérentes aux politiques qu'ils entendraient mener dans le champ de leurs compétences et qui auraient un impact en matière culturelle.

2° de remettre des analyses sur des dispositifs pris par d'autres niveaux de pouvoir et qui ont un impact direct ou indirect sur la politique culturelle de la Communauté française. Ces avis seront transmis aux Gouvernements concernés et, éventuellement, aux concertations régionales existantes;

3° de produire, à la demande du Gouvernement de la Communauté française, d'un membre de celui-ci, du Secrétaire général du Ministère de la Communauté française, ou d'initiative, des analyses sur toute question relative aux politiques culturelles.

Article 21/5. — En aucune hypothèse, le Conseil général ne se prononcera ni sur un dossier soumis à une instance d'avis, ni sur une demande intéressant un opérateur culturel particulier, ni comme instance de recours des instances d'avis.

Article 21/6. — Pour la réalisation des missions qui lui sont confiées par l'article 21/4, le Conseil se réunit, au moins quatre fois par an.

Article 21/7. Le Gouvernement établit avec tout organisme international, fédéral, communautaire, régional ou local, de droit public ou privé, les collaborations nécessaires à l'accomplissement des missions du Conseil.

Article 21/8. — Les membres du conseil général des politiques culturelles accèdent d'office aux informations et documents collectés ou demandés par l'Observatoire en application de l'article 7 du présent arrêté.

Article 21/9. — Les analyses visées à l'article 21/4 sont transmises d'office à l'auteur de la demande, aux membres du Gouvernement, au Secrétaire général du Ministère de la Communauté française, aux Fonctionnaires généraux des services du Gouvernement qui ont compétence dans les matières concernées, et à leurs services.

*Section 3. — Composition et fonctionnement*

Article 21/10. — § 1<sup>er</sup>. Le Conseil est composé des membres ayant une voix délibérative et des membres ayant une voix consultative. La composition du conseil obéit aux règles énoncées dans la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

§ 2. Les membres du Conseil avec voix délibérative sont désignés par le Gouvernement selon la liste suivante :

1° trois représentants des principales organisations syndicales représentatives;

2° un représentant de la Région wallonne;

3° un représentant de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale;

4° un représentant de la Fédération belge des entreprises;

5° un représentant de l'Union des Villes et Communes de Wallonie;

6° un représentant de l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

7° dix personnalités désignées, après appel public à candidatures et sur proposition d'un jury dont la composition est fixée par le Gouvernement. Ces personnalités ne peuvent ni être directement impliquées dans la direction d'un opérateur culturel subventionné par la Communauté française, ni être membre d'une instance d'avis de la Communauté française.

Le jury sélectionnera au moins un expert qualifié dans les domaines suivants :

- enseignement et formation;

- audio-visuel et industries culturelles;

- création artistique;

- action associative;

- développement urbain.

8° deux représentants des organisations représentatives des utilisateurs agréées selon la procédure définie aux articles 6 et suivants de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 2006 portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis oeuvrant dans le secteur culturel.

Le jury tiendra compte d'une composition équilibrée entre hommes et femmes de Wallonie et de Bruxelles ainsi que du caractère multiculturel de la population de la Communauté française.

§ 3. Sont membres du Conseil avec voix consultative :

1° le(la) Ministre-Président(e) de la Communauté française ou son représentant;

2° les Ministres Vice-Président(e)s de la Communauté française ou leurs représentants;

- 3° le Ministre ayant la Culture dans ses attributions ou son représentant;  
 4° le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou son délégué;  
 5° le Fonctionnaire général responsable de la Direction générale de la Culture ou son délégué;  
 6° le Fonctionnaire général responsable du Service général de l'Audiovisuel et des Multimédias ou son délégué;  
 7° le Directeur-Coordinateur de l'Observatoire ou son délégué.

Article 21/11. — Les mandats des membres avec voix délibérative sont liés à la durée de la législature. Ils expirent de plein droit dans les quatre mois qui suivent le renouvellement du Parlement de la Communauté française. Ces mandats sont renouvelables une fois.

Un membre, qui perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné, cesse d'exercer ses fonctions.

Tout membre est démissionnaire de plein droit de son mandat en cas d'absence à trois réunions d'affilée, sauf si cette absence est justifiée.

Article 21/12. — Le jury de sélection des membres visé à l'article 21/10, § 2, 6°, soumettra à la désignation par le Gouvernement, une liste de dix membres suppléants pour une durée identique à celle du mandat des membres titulaires. Les membres suppléants siègeront chaque fois que le membre titulaire est empêché. Un remplaçant, qui termine le mandat, est désigné aux mêmes conditions que celles qui ont été observées pour la désignation de la personne remplacée, selon l'ordre de suppléance établi par le Gouvernement.

Article 21/13. — Le Conseil peut associer un ou plusieurs experts à ses travaux, avec voix consultative, lorsque ceux-ci ont un caractère technique nécessitant des compétences particulières.

Article 21/14. — La présidence du Conseil est exercée par l'un de ses membres ayant voix délibérative en son sein, élu sur proposition de la Ministre ayant la Culture dans ses attributions, parmi les candidatures reçues après fixation de la composition définitive du Conseil.

Le Président préside les réunions, signe les procès verbaux avec le secrétariat, organise les travaux en concertation avec les représentants de l'Administration et du Gouvernement.

Article 21/15. — Le Directeur-Coordinateur de l'Observatoire des Politiques culturelles ou son délégué assure le secrétariat. Il convoque les réunions du Conseil.

Article 21/16. — Le Conseil arrête un projet de règlement d'ordre intérieur et le soumet ensuite à l'approbation du Gouvernement.

Article 21/17. — Seuls les membres avec voix délibérative du Conseil visé à l'article 21/10 § 2 du présent arrêté peuvent bénéficier d'un jeton de présence pour leur participation à ses séances de travail et d'un remboursement des frais de parcours et de séjour. Le Gouvernement en aligne les montants sur ceux prévus dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 2006 portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis oeuvrant dans le secteur culturel ».

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour sa publication.

**Art. 7.** La Ministre ayant la Culture dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 juillet 2006.

Par le Gouvernement :  
 La Ministre-Présidente,  
 Mme M. ARENA  
 La Ministre de la Culture,  
 Mme F. LAANAN

---

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 4258

[2006/203168]

**14 JULI 2006. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot oprichting van de Algemene Raad voor cultuurbeleid en tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 april 2001 tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor de beleidsvoeringen inzake Cultuur van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 87, §§ 1 en 2;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 maart 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 21 maart 2006;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, de Audiovisuele sector en Jeugd;

Na beraadslaging van de Regering,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 april 2001 tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor de beleidsvoeringen inzake Cultuur van de Franse Gemeenschap wordt aangevuld als volgt :

« 5° de Raad : de Algemene Raad voor cultuurbeleid ingesteld bij de artikelen 21/3 en volgende;

6° het Cultuurbeleid : het beleid inzake culturele aangelegenheid in een brede zin en kunstonderwijs ».

**Art. 2.** Artikel 3, 1<sup>o</sup>, a), van het besluit van de Regering van 26 april 2001 tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor de beleidsvoeringen inzake Cultuur wordt gewijzigd als volgt :

« a) het cultuurbeleid ».

**Art. 3.** In artikel 3 van het besluit van de Regering van 26 april 2001 tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor de beleidsvoeringen inzake Cultuur wordt een punt 6<sup>o</sup> toegevoegd, luidend als volgt :

« het secretariaat van de Algemene Raad voor cultuurbeleid waar te nemen ».

**Art. 4.** Er wordt een nieuw artikel 21/2 ingevoegd in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 april 2001 tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor de beleidsvoeringen inzake Cultuur, luidend als volgt :

« Artikel 21/2. Het Begeleidingscomité vergadert ten minste één keer per jaar met de Raad om algemene oriëntaties voor de werkzaamheden van het Waarnemingscentrum voor te stellen.

Het Begeleidingscomité blijft bevoegd voor het vaststellen van deze oriëntaties. »

**Art. 5.** Er wordt een hoofdstuk III ingevoegd in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 april 2001 tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor de beleidsvoeringen inzake Cultuur, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK III. — *De Algemene Raad voor cultuurbeleid, opdrachten, samenstelling en werking*

*Afdeling 1. — De Algemene Raad voor cultuurbeleid*

Artikel 21/3. — Er wordt een Algemene Raad voor cultuurbeleid ingesteld binnen het Waarnemingscentrum voor Cultuurbeleid.

*Afdeling 2. — Opdrachten*

Artikel 21/4. — De Raad heeft als opdracht :

1<sup>o</sup> analyses, voorstellen en aanbevelingen te geven over :

— de toekomstwetenschap inzake cultuurbeleid en culturele dimensie van het openbaar beleid, op alle machtsniveaus;

— de coherentie en de relevantie van het cultuurbeleid binnen het globale beleid van de Franse Gemeenschap;

— de coherentie en de relevantie van de culturele dimensie van het openbaar beleid gevoerd door het Waals Gewest en het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest;

— de culturele samenwerking met de andere Gemeenschappen alsook met de Federale overheid.

De vertegenwoordigers van de andere machtsniveaus zullen slechts de vragen die inherent zijn aan het beleid dat ze zouden willen voeren binnen hun bevoegdheden en die een invloed op de cultuur zouden hebben, aanhangig kunnen maken bij de Algemene Raad.

2<sup>o</sup> analyses te bezorgen over het dispositief genomen door andere machtsniveaus en die een rechtstreekse of een onrechtstreekse invloed hebben op het cultuurbeleid van de Franse Gemeenschap. Deze adviezen zullen aan de betrokken regeringen overgezonden worden en, eventueel, aan het bestaande gewestelijke overleg;

3<sup>o</sup> analyses over elke vraag rond het cultuurbeleid voor te leggen en dit op verzoek van de Regering van de Franse Gemeenschap, van een lid van deze regering, van de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, of op eigen initiatief;

Art. 21/5. — In geen enkel geval zal de Algemene Raad zich uitspreken over een dossier voorgelegd aan een adviesinstantie, of over een aanvraag waarin een privé culturele operateur geïnteresseerd is, of als beroepsinstantie van adviesinstanties.

Art. 21/6. — Voor het vervullen van de opdrachten die hem worden toevertrouwd overeenkomstig artikel 21/4 vergadert de Raad ten minste vier keer per jaar.

Art. 21/7. — De Regering legt met elke internationale, federale, gemeenschappelijke, gewestelijke of plaatselijke, publiek- of privaatrechtelijke instelling de samenwerkingen aan die nodig zijn voor het vervullen van de opdrachten van de Raad.

Art. 21/8. — De leden van de Algemene Raad voor cultuurbeleid hebben ambtshalve toegang tot de informatie en documenten die verzameld of aangevraagd worden door het Waarnemingscentrum met toepassing van artikel 7 van dit besluit.

Art. 21/9. — De analyses bedoeld in artikel 21/4 worden ambtshalve bezorgd aan de auteur van de aanvraag, de leden van de Regering, de Secretaris-generaal van de Franse Gemeenschap, de Ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering die bevoegd zijn voor de betrokken materies, en aan hun diensten.

*Afdeling 3. Samenstelling en werking*

Art. 21/10. — § 1. De Raad is samengesteld uit de stemgerechtigde leden en de leden met raadgevende stem. De Raad wordt samengesteld overeenkomstig de regels bepaald in de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt.

§ 2. De stemgerechtigde leden van de Raad worden aangesteld door de Regering volgens de volgende lijst :

1<sup>o</sup> drie vertegenwoordigers van de belangrijkste representatieve vakverenigingen;

2<sup>o</sup> een vertegenwoordiger van het Waals Gewest;

3<sup>o</sup> een vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest;

4<sup>o</sup> een vertegenwoordiger van de Belgische Federatie der Ondernemingen;

5<sup>o</sup> een vertegenwoordiger van de « Union des Villes et Communes de Wallonie » (Vereniging van Waalse Steden en Gemeenten);

6° een vertegenwoordiger van de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

7° tien persoonlijkheden aangesteld, na een openbare oproep tot kandidaatstellingen en op voorstel van een examencommissie waarvan de samenstelling door de Regering wordt bepaald. Deze persoonlijkheden mogen niet rechtstreeks betrokken zijn bij de directie van een culturele operateur gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, noch lid zijn van een adviesinstantie van de Franse Gemeenschap.

De examencommissie zal ten minste één geschoolde deskundige selecteren in de volgende domeinen :

- onderwijs en opleiding;
- audiovisuele sector en culturele industrieën;
- kunstcreatie;
- associatieve actie;
- stedelijke ontwikkeling;

8° twee vertegenwoordigers van de representatieve gebruikersorganisaties erkend volgens de procedure bedoeld in de artikelen 6 en volgende van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 juni 2006 tot uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector.

De examencommissie zal rekening houden met een evenwichtige samenstelling tussen mannen en vrouwen van Wallonië en Brussel alsook met het multiculturele karakter van de bevolking van de Franse Gemeenschap.

§ 3. Wordt lid van de Raad met raadgevende stem :

1° de Minister-President(e) van de Franse Gemeenschap of zijn/haar vertegenwoordiger;

2° de Ministers Vice-President(e)n van de Franse Gemeenschap of hun vertegenwoordigers;

3° de Minister van Cultuur of zijn vertegenwoordiger;

4° de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of zijn afgevaardigde;

5° de Ambtenaar-generaal verantwoordelijk voor de Algemene Directie Cultuur of zijn afgevaardigde;

6° de Ambtenaar-generaal verantwoordelijk voor de Algemene Dienst voor de Audiovisuele sector en de Multimedia of zijn afgevaardigde;

7° de Directeur-coördinator van het Waarnemingscentrum of zijn afgevaardigde.

Art. 21/11. — De mandaten van de stemgerechtigde leden worden gebonden aan de duur van de legislatuur. Ze verstrijken van rechtswege binnen de vier maanden volgend op de hernieuwing van het Parlement van de Franse Gemeenschap. Deze mandaten worden een keer hernieuwbaar.

Een lid dat de hoedanigheid verliest volgens dewelke hij werd aangesteld, houdt op zijn ambt uit te oefenen.

Elk lid neemt van rechtswege ontslag van zijn mandaat als hij op drie opeenvolgende vergaderingen afwezig is behalve als deze afwezigheid verantwoord is.

Art. 21/12. — De examencommissie voor de selectie van de leden bedoeld in artikel 21/10 § 2, 6° zal ter aanstelling van de Regering een lijst voorleggen van tien plaatsvervangende leden voor een duur die gelijk is aan deze van het mandaat van de vaste leden. De plaatsvervangende leden zullen telkens zetelen als het lid verhinderd is. Een plaatsvervanger die het mandaat voleindigt, wordt aangesteld onder dezelfde voorwaarden als deze voor de aanstelling van de vervangen persoon, volgens de orde van plaatsvervangende vastgesteld door de Regering.

Art. 21/13. — De Raad kan één of meer deskundigen bij zijn werkzaamheden betrekken, met raadgevende stem, wanneer deze een technisch karakter hebben waarvoor bijzondere bevoegdheden vereist worden.

Art. 21/14. — Het voorzitterschap van de Raad wordt waargenomen door één van zijn stemgerechtigde leden, verkozen op voorstel van de Minister van Cultuur, uit de kandidaatstellingen die ontvangen worden na de vaststelling van de definitieve samenstelling van de Raad.

De Voorzitter zit de vergaderingen voor, ondertekent de processen-verbaal met het secretariaat, organiseert de werkzaamheden in overleg met de vertegenwoordigers van het bestuur en de Regering.

Art. 21/15. — De Directeur-Coördinator van het Waarnemingscentrum voor cultuurbeleid of zijn afgevaardigde zorgt voor het secretariaat. Hij roept de vergaderingen van de Raad bijeen.

Art. 21/16. — De Raad stelt een ontwerp van huishoudelijk reglement vast en legt het daarna voor ter goedkeuring van de Regering.

Art. 21/17. — Slechts de stemgerechtigde leden van de Raad bedoeld in artikel 21/10, § 2 van dit besluit kunnen in aanmerking komen voor het presentiegeld in het kader van hun deelname aan de werkvergaderingen en voor de terugbetaling van de vervoer- en verblijfkosten. De Regering brengt de bedragen in overeenstemming met deze bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 juni 2006 tot uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector ».

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 7.** De Minister van Cultuur wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 juli 2006.

Vanwege de Regering :

De Minister-Presidente,  
Mevr. M. ARENA

De Minister van Cultuur,  
Mevr. F. LAANAN